

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

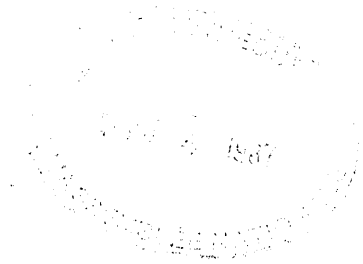
Projet de loi 206  
(Privé)

## **Loi modifiant la Charte de la ville de Sherbrooke**

---

### **Présentation**

Présenté par  
**M. André J. Hamel**  
Député de Sherbrooke



---

Éditeur officiel du Québec  
1987



## Projet de loi 206 (Privé)

### Loi modifiant la Charte de la ville de Sherbrooke

ATTENDU que la ville de Sherbrooke a intérêt à ce que sa charte, le chapitre 101 des lois de 1974 et les lois qui la modifient, soit de nouveau modifiée;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** La Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifiée pour la ville de Sherbrooke par l'insertion, après l'article 360, du suivant:

« **360.1** La ville est autorisée à faire de temps en temps la refonte ou consolidation d'une partie ou de tous ses règlements municipaux, afin de les réunir en un ou plusieurs volumes et, à cette fin, à les abroger, amender ou modifier, mais ces révocations, amendements ou modifications ne devront pas être interprétés comme affectant aucune matière ou chose faite ou qui doit être faite, ni les résolutions, décisions, ordres ou autres actes du conseil, ni les actions, obligations ou billets émis, ni les rôles de contribution foncière ou de répartition, ni les droits et devoirs des fonctionnaires municipaux, lesquels continueront d'être régis par les règlements antérieurs jusqu'à l'expiration du terme fixé. Cependant les règlements sujets à l'approbation des personnes habiles à voter continueront à être soumis à cette approbation. ».

**2.** Cette loi est modifiée pour la ville par l'insertion, après l'article 556, du suivant:

«**556.1** Malgré toute loi générale ou spéciale, le conseil peut, sans qu'il soit requis d'obtenir l'approbation des personnes inscrites sur le rôle d'évaluation en vigueur, mais avec la seule approbation du ministre des Affaires municipales, décréter par règlement :

*a)* l'exécution de travaux de réparations urgentes d'amélioration et d'extension du réseau électrique de la municipalité;

*b)* l'acquisition du matériel requis pour l'exécution des travaux prévus au paragraphe *a* du présent article;

*c)* des emprunts temporaires pour défrayer le coût des travaux et achats prévus aux paragraphes *a* et *b* du présent article.

Le montant total des emprunts temporaires contractés pour l'exécution de ces travaux ne peut en aucun temps excéder la somme de 750 000 \$.

Le conseil doit, avant que le montant total de ces emprunts atteigne cette somme, décréter, par règlement, un emprunt à long terme pour rembourser, en tout ou en partie, les emprunts temporaires contractés en vertu du présent article qui ne requièrent que l'approbation du ministre des Affaires municipales. ».

**3.** Cette loi est modifiée pour la ville par l'insertion, après l'article 617, du suivant :

«**617.1** Le greffier de la cour peut, en l'absence du juge de la Cour municipale, procéder à l'ajournement des causes apparaissant sur le rôle de la cour, conformément à la loi; à cette fin, le greffier est réputé être juge de paix.

Chaque fois que la signature du greffier ou de l'assistant-greffier de la Cour municipale est requise légalement, son nom peut être gravé, lithographié ou imprimé. Toutefois, les mandats d'arrestation et de perquisition doivent porter la signature manuscrite du juge. ».

**4.** La ville a un privilège pour le prix de l'énergie électrique fournie pour l'exploitation d'entreprises industrielles ou commerciales. Ce privilège porte sur les biens meubles et immeubles du débiteur servant à l'exploitation de ces entreprises et il prend rang, à compter de l'exigibilité de la créance, quant aux meubles, avec les créances de la couronne visées par le paragraphe 10 de l'article 1994 du Code civil et, quant aux immeubles sans enregistrement, après ceux du paragraphe 9 de l'article 2009 de ce code.

**5.** Les créances dues à la ville de Sherbrooke pour la fourniture d'énergie électrique se prescrivent par cinq ans.

**6.** Les travaux de construction et d'entretien des lignes de transmission et de distribution d'énergie électrique effectués ou à effectuer par les employés de la ville ne sont pas soumis aux dispositions de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20).

**7.** Le paragraphe *a* de l'article 9, l'article 10, le paragraphe *c* de l'article 11, les articles 13 et 14, les articles 19 et 20 du chapitre 101 des lois de 1974 ainsi que l'article 2 du chapitre 115 des lois de 1978 sont abrogés.

**8.** La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).